

DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

Une réelle stratégie de relance fait encore défaut

Une réelle stratégie de relance et de développement industriels fait encore défaut, selon des experts et consultants.

Hier, en marge d'une table ronde que devait organiser le quotidien *DK News*, le consultant en économie industrielle, Rédha Amrani, a estimé qu'une absence de vision est patente.

Certes, une stratégie ou plusieurs stratégies et plans de relance industrielle sont évoqués depuis au moins sept ans, sous la conduite des trois ministres successifs de l'Industrie et de la Promotion de l'investissement (Hamid Temmar, Mohamed Benmeradi et Cherif Rahmani) et depuis l'année dernière sous la direction d'Amara Benyounès, en charge du Développement industriel. Au-delà des volontés affichées, des résultats conjoncturels réalisés ou des actions envisagées et/ou impulsées, des stratégies qui suscitent cependant des questionnements, des constats critiques.

Et ce, dans le contexte où l'industrie nationale demeure encore sinistrée, malgré les différents programmes lancés en matière de mise à niveau, de modernisation des filières et de développement de partenariats notamment.

«Il faut une vision. Une organisation. Des objectifs. Des

actions opérationnelles également», dira Rédha Amrani. «Veut-on réellement et que veut-on effectivement ? s'interroge ce spécialiste des questions de restructuration industrielle.

Il rappellera opportunément ainsi l'acceptation guerrière de la stratégie en tant qu'art de diriger et de coordonner des actions pour atteindre un objectif.

Une organisation, une planification et une définition d'objectifs, selon les moyens disponibles et potentiels, l'évolution notamment socioéconomique au niveau national mais aussi régional et mondial, ainsi que la fixation d'échéanciers et un suivi optimal, constituent des prérequis, des conditions, estime-t-il.

Ce qui suppose également l'absence d'«amateurisme» et de vision courte ou liée à des intérêts précis, mais aussi le recours aux compétences. En ce sens, l'universitaire et politologue Abdelhak Mekki, tout en acquiesçant à cette assertion, estime ce faisant qu'une stratégie industrielle ne peut s'opérer en déphasage avec l'évolution en cours à l'échelle mondiale.

«Aucune stratégie industrielle



Photo : DR

ne peut s'opérer sans suivre ce qui se passe dans le monde», dira cet universitaire, estimant tacitement que la direction adoptée en Algérie en matière de redéploiement du tissu industriel doit être revue. Selon ce politologue, la dynamique en cours dans le monde ne se base pas sur la relance de «vieilles unités» mais certainement sur le développement humain, la formation. La formation professionnelle dédiée aux nouvelles stratégies industrielles, il devait en être justement question lors de cette table ronde. A ce propos, le consultant et spécialiste en

management et accompagnement des PME, Idris Yalaoui, favorable par ailleurs à la nécessité de se tracer un dessein et d'agir de manière efficiente, estime que la formation professionnelle «doit être basée sur des fondamentaux liés aux besoins de la société et de l'entreprise en particulier». Il s'agit, concernant justement l'entreprise, d'exprimer des besoins précis en main-d'œuvre qualifiée.

«Pour cela, l'entreprise doit fournir des indications précises liées aux besoins de la ressource humaine», dira Idris Yalaoui. Des indications qu'il détaille en

termes de référentiel métier – compétence, une fiche d'emploi, le détail de l'activité et les profils exigés pour exercer l'activité.

Or, «ce sont ces détails qui font défaut aujourd'hui et qui creusent un fossé entre la formation dispensée et les besoins de l'entreprise», observe ce spécialiste, prônant une meilleure adéquation entre la formation délivrée par les instituts et centres professionnels et autres, les besoins des entreprises et la gestion active et proactive des ressources humaines dans et hors l'entreprise.

Chérif Bennaceur

VISITE D'INSPECTION ET DE TRAVAIL DE BEDOUI NOUREDDINE À SKIKDA

Création d'un établissement de formation dédié à Sonatrach

Le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Bedoui Noureddine, a effectué dimanche une visite d'inspection et de travail au niveau de la wilaya de Skikda.

Au niveau du chef-lieu de la wilaya, il a visité le CFPA de Aïssa-Boukerma et les deux INSFP de Boudjemaâ El Amri. Sur place, il a eu droit aux détails du secteur qu'il gère, notamment aux chiffres de la session de février issus des préinscriptions.

Le ministre a recommandé aux différents responsables de procéder immédiatement à l'utilisation des ateliers non-exploités en vue de renforcer les capacités d'encadrement du secteur.

L'hôte de Skikda n'a pas hésité en la circonstance de manifester son entière disponibilité à mettre à la disposition des directeurs de ces établissements de formation, les équipements nécessaires à la concrétisation de cet objectif. Le principal souci du ministre demeure la mise en adéquation de la formation par rapport au bassin de l'emploi.

Une forte demande de grutiers et de soudeurs demeure à ce jour insatisfaite. «On ne forme pas les gens pour qu'ils rallongent la liste des chômeurs», s'est-il indigné en prenant connaissance de ce détail : 52% des sortants de la

formation professionnelle de l'année 2013 sont chômeurs. Le ministre fera aussi sienne cette devise : la formation doit prendre en considération les spécificités de la wilaya.

Parmi elles, il a donné l'exemple de la pêche et des ressources halieutiques, Skikda disposant de trois ports de pêche, atout il est plus que nécessaire de former les gens résidant dans les communes de Skikda, Collo et La Marsa aux métiers y afférents.

Il a également exhorté la directrice de la formation professionnelle, Ben El Madjet Samira, d'élargir la liste de leurs partenaires dans le cadre de la formation par apprentissage, en donnant l'exemple à suivre avec l'ONA, l'Office national de l'assainissement.

D'autre part, il a appelé d'autres secteurs à offrir à leurs employés, souvent non-détenteurs de diplômes, la chance des cycles de perfectionnement ou de formation.

Ensuite, il s'est dirigé vers la zone industrielle de Skikda, où il



Photo : DR

s'est enquis de la situation des apprentis au niveau de Polymed, de la division raffinage (raffinerie de Skikda) et la Somik. Au niveau de celle-ci, il a assisté à la signature de la convention entre cette dernière et le secteur de la formation professionnelle, destinée à la requalification du personnel y travaillant, et ce, en fonction des besoins spécifiés par la société elle-même. Les informations liées à la forte prédominance des apprentis dans la spécialité de la

maintenance industrielle ont incité le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels à proposer la réalisation d'un centre de formation exclusivement dédiée à la Sonatrach pour, justement, prendre en charge les demandes pressantes de ce groupe.

A la fin de la tournée matinale, le ministre a présidé une rencontre avec les cadres du secteur, les opérateurs publics et privés et tous ceux qui ont un lien

très étroit avec le secteur de la formation professionnelle.

D'emblée, l'interlocuteur s'est interrogé sur l'absence de la Direction de la formation dans les comités de validation de l'Ansej, ainsi que de celle de Sonatrach dans les comités de partenariat présidés par les walis à l'échelle nationale.

Sur ce, il a promis d'y remédier. Le ministre a recommandé aux présents, et à leur tête la directrice de la formation professionnelle, d'accorder leurs violons dans le but de parfaire graduellement l'évolution du secteur.

Sur la base de deux doléances du P-dg de l'EPS, le ministre a décidé de la réalisation d'une école de formation pour manutentionnaires et du lancement de la formation de 20 marins-pêcheurs dont a grandement besoin cette entreprise pour son essor commercial.

La présidente de l'association de promotion des femmes rurales a soulevé, quant à elle, le problème des quelques activités rurales, dont le séchage, mais qui ne disposent pas de qualifications requises pour prétendre aux aides des dispositifs de financement.

Zaïd Zoheir